

MESSAOUD BOUDIBA
(CNAPESTE)

**La rentrée scolaire
2021 peut être
la plus difficile**

P4

BLESSÉS, INVALIDES
ET RADIÉS DE L'ANP

**Les dossiers étudiés
au "cas par cas"**

P2

TRANSPORT INTER-RÉGIONS

**LAZHAR HANI :
"NOUS NE SOMMES
PAS PRÉPARÉS..."**

P2

DR FAWZI DARAR (DIRECTEUR DE L'INSTITUT PASTEUR)

**"Seul le vaccin est en mesure
de vaincre le virus"**

P3



Sport

ALGÉRIE

**24 joueurs
pour affronter
le Nigeria
et le Mexique**

P13



CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

134 nouveaux cas, 94 guérisons et 8 décès

P3

PRÉTENDUE PRÉSENCE DES ÉLÉMENTS DE L'ANP
DANS UNE LOCALITÉ MALIENNE

Le MDN dément des allégations "tendancieuses"

P3

ACCIDENTS DE LA ROUTE

**Quatre morts et sept blessés
à Ain Témouchent et Tébessa**

P2

En Vrac

Octobre 88

Par Madjid Khelassi

*I*l y a 30 ans, le 5 octobre 1988, un chahut de gamins qui avait dérapé... dit Ali Ammar, président de l'Amicale des Algériens en Europe- embrase les principales villes algériennes.

Ce qu'on a appelé plus tard les événements d'octobre 88 ne furent que la conséquence de ce qui couvait depuis longtemps et qui, porté à ébullition par les premières émeutes du 2 et 3 octobre 88 dans les lycées d'El Harrach et des Eucalyptus, s'étendirent les 4 et 5 octobre au quartier populaire de Bab El Oued devenu plus tard symbole d'octobre 88.

Le 5 octobre, les troubles guident les jeunes vers les édifices et biens publics, banques, commissariats, locaux du parti au pouvoir, les souks et fellah. Ce qui n'est pas saccagé est brûlé.

L'atmosphère est à la revanche sur un système exclusif et autocratique.

Le 6 octobre, l'état de siège est proclamé, 10 000 soldats sont déployés dans Alger. Inorganisés et dépourvus de toute médiation sociale ou politique, les jeunes prennent le contrôle de la rue pendant 5 jours avant de subir une répression qui atteindra son paroxysme le 10 octobre.

Le bilan des affrontements est de 500 morts d'après des sources hospitalières, et l'Etat estime à 161 milliards de centimes les dégâts occasionnés aux édifices et biens publics et privés.

Les événements sonnent l'effondrement du monopole du parti unique et l'adoption d'une nouvelle constitution dite de février 89 qui instaure un semblant de pluralisme politique.

Le gouvernement Hamrouche, né sur les décombres d'octobre 88 et porteur d'un esprit de réformes, va être vite contrecarré dans ses projections par les réseaux clientélistes.

La suite, on la connaît, juin 91, Boudiaf, la guerre civile, Boutef et ses 20 ans de règne.

5 octobre 2020... 32 ans après, que reste-t-il d'octobre 88 et de Bab El Oued echouhada ?

On pensait que 88 allait signer la fin de cette forme d'organisation (en castes) de la pratique du pouvoir. Mais, 32 ans après, l'ingratitude de la postérité toise toujours octobre 88.

Mirage démocratique ou chahut consacré ? Boutef banalisa octobre 88 quand il ne le diabolisait pas. Octobre 88, un Hirak avant l'heure ? Ou l'heure ? De l'air vicié d'un statu quo éternel qui, souvent, fit frôler le gouffre au pays, et du souvenir d'un espoir né des entrailles du déni et de l'exclusion...

Octobre 88 qui plana sur février 2019 nous fait toujours rêver d'une Algérie meilleure.

Brèves

TRANSPORT
INTER-RÉGIONS

Lazhar Hani :
"Nous ne sommes pas préparés.."

Les pouvoirs publics n'ont pas encore décidé la reprise du transport inter-régions ainsi que la remise en service du métro d'Alger. La raison, selon le ministre des Transports, Lazhar Hani, est le manque de préparation dans le contexte épidémiologique que vit le pays. Le ministre a déclaré hier, dans le forum de la Chaîne I de la radio nationale : « Nous ne sommes pas préparés en termes d'organisation et la situation sanitaire n'est pas appropriée malgré la diminution du nombre de cas de contamination ». Le ministre des Transports, Lazhar Hani, a confirmé hier, lors de son passage au Forum de la radio algérienne, que la décision de remettre en service le métro et les transports inter-wilayas n'a pas encore été prise, en raison de la situation sanitaire que traverse le pays. Évoquant le transport aérien, M. Hani a indiqué que la décision de créer une société publique de transport aérien, qui s'occupe des lignes domestiques, est intervenue au vu des difficultés rencontrées par la compagnie aérienne dans la gestion des transports internationaux et nationaux. Il a souligné que l'ouverture du secteur aérien au privé est une décision politique irréversible et ne se limitera pas aux lignes domestiques mais plutôt au transport international. A ce propos, M. Hani a expliqué que le Conseil des ministres avait pris la décision de créer une société publique interne pour assurer le transport aérien domestique et de permettre à la compagnie nationale Air Algérie d'exploiter des lignes aériennes internationales. Concernant la fermeture des agences Air Algérie à l'étranger, le ministre explique cette décision par les dépenses importantes, précisant qu'elles restent ouvertes au niveau des aéroports.

R.N

GESTION DES DÉCHETS

Diffusion de 3 webinaires de vulgarisation par mois

Trois (03) webinaires thématiques de vulgarisation seront diffusés sur le net à un rythme mensuel autour des aspects réglementaires et organisationnels de la gestion des déchets en Algérie, a indiqué dimanche, dans un communiqué, l'Agence nationale des déchets (AND). "Dans le cadre de ses missions statutaires dans le domaine de la gestion des déchets et conformément aux instructions de la ministre de l'Environnement en faveur de la mise en œuvre d'actions ciblées en direction des différentes parties prenantes, l'AND compte organiser une série de trois webinaires thématiques par mois", a fait savoir la même source. L'objectif recherché à travers ces webinaires est la vulgarisation des aspects réglementaires et organisationnels de la gestion des déchets en Algérie, souligne l'Agence. Un premier webinaire est programmé pour mercredi 7 octobre (à partir de 10h) et sera dédié à la thématique "De quoi sont composés nos déchets ménagers ?". Le deuxième se tiendra mercredi 14 octobre, à la même heure, pour traiter du thème des outils de planification et de gestion des déchets ménagers que l'Assemblée populaire communale est appelée à déployer afin d'améliorer et de professionnaliser le service public. La date du troisième webinaire n'a pas encore été communiquée par l'AND. A noter que ces outils trouvent leur ancrage dans la loi n° 01-19 du 12 décembre 2001 relative à la gestion, au contrôle et à l'élimination des déchets et aussi au niveau du décret exécutif n° 07-205 du 30 juin 2007 fixant les modalités et les procédures d'élaboration, de publication et de révision du schéma communal de gestion des déchets ménagers et assimilés, rappelle le communiqué. "Toute personne intéressée à prendre part à ces webinaires est cordialement invitée à envoyer ses références à l'AND sur Facebook (Agence nationale des Déchets), Instagram (andalgerie) ou Twitter (@ANDalgerie)", précise la même source.

R.N

ENERGIE

L'Algérie attache une importance particulière à la sécurité nucléaire

L'Algérie attache une importance particulière à la problématique de la protection physique des installations nucléaires et la sécurité des sources radioactives, a indiqué hier à Alger le ministre de l'Energie, Abdelmadjid Attar.



Lors de son discours d'ouverture des travaux de la journée d'information sur la protection physique des installations nucléaires et la sécurité des sources radioactives, organisée par le Commissariat à l'énergie atomique (Comena), M. Attar a fait savoir que l'Algérie, conformément à ses obligations et à ses engagements internationaux, attache une "importance particulière" à ces différents aspects de sécurité nucléaire. Il a encouragé, à cet effet, l'initiative du Commissariat à travers le centre de formation et l'appui à la sécurité pour les actions de formation dans le domaine de la sécurité nucléaire "dispensé aux organismes compétents et exploitants concernés au niveau national et sa contribution aux activités du réseau international des centres de sécurité nucléaire au niveau in-

ternational et dont nous soutenons les efforts". De plus, lors d'un point de presse en marge de cette rencontre, le ministre de l'Energie a rappelé que le pays dispose d'installations, de laboratoires et de cadres qui activent dans un domaine où sont présentes les radiations nucléaires, soulignant la nécessité de sensibiliser l'ensemble du personnel opérant dans les installations nucléaires ou près des sources de radiation. Il a ainsi rappelé que "compte tenu de ses obligations et de ses engagements internationaux, l'Algérie a ratifié tous les instruments juridiques internationaux qui se rapportent à la sécurité nucléaire et a marqué son adhésion aux mécanismes de mise en œuvre, en signant avec l'agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) le Plan intégré d'appui à la sécurité nucléaire

(INSSP)". A noter que cette manifestation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la loi relative aux activités nucléaires et du décret présidentiel n° 14-195 fixant les dispositions de sécurité nucléaire applicables à la protection physique des installations nucléaires, des matières nucléaires et de la sécurité des sources radioactives. Par ailleurs, interrogé par la presse à propos de la question des déchets radioactifs générés par les essais nucléaires de la colonisation française dans le sud du pays, le ministre a fait savoir que "la France doit ôter l'ensemble de ces déchets (nucléaires) en prenant sa responsabilité". Dans ce cadre, M. Attar a fait observer que des réunions et des échanges avec la France dans ce sens sont en cours.

R.N

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Quatre morts et sept blessés à Ain Temouchent et Tébessa

Quatre personnes ont trouvé la mort et sept autres ont été blessées dans trois accidents de la route à Ain Temouchent et Tébessa. A Tébessa, deux (2) personnes ont trouvé la mort et sept (7) autres ont été blessées dans un accident de la route survenu dans la nuit de dimanche à lundi dans la commune de Ma Labiod (Tébessa), a indiqué hier un communiqué de presse de la cellule de communication de la direction locale de la protection civile. L'accident est survenu sur un tronçon de la RN 5, au lieu-dit

"Bir Goussa", où un véhicule, sur ce tronçon, avait dévié et chuté du haut d'un pont dans un oued. Le corps d'une femme, âgée de 45 ans, décédée sur les lieux, a été transféré vers la morgue de l'hôpital Alya Salah de Tébessa, une autre femme, âgée de 35 ans, enceinte de neuf mois, victime dans cet accident et décédée dès son admission aux urgences médicales de Tébessa. L'accident a également engendré des blessures à un adulte et six (6) enfants, âgés entre 2 et 12 ans, secourus par les pompiers et transférés vers les ur-

gences médicales du chef-lieu. A Ain Temouchent, deux personnes sont mortes et trois autres ont été blessées dans deux accidents distincts de la route survenus dans la wilaya d'Ain Temouchent, a-t-on appris hier auprès des services de la protection civile. Le premier accident s'est produit dimanche suite au renversement puis au dérapage d'un véhicule sur la route nationale (RN 22) dans son tronçon reliant les communes de Emir Abdelkader et de Béni Saf faisant un mort, le chauffeur (35 ans), et trois blessés graves transférés

au service des urgences médicales de l'hôpital de Béni Saf. Le corps de la victime a été déposé à la morgue du même hôpital, a-t-on indiqué. Le deuxième accident, enregistré le même jour, a été causé par le renversement d'un engin de chargement de marchandises à hai Béni Khaled à Béni Saf, provoquant la mort d'un enfant de six ans. Son père, qui conduisait l'engin est en état de choc, a-t-on fait savoir. Les services de la sûreté ont ouvert des enquêtes sur les causes de ces deux drames.

R.N

DR FAWZI DARAR (DIRECTEUR DE L'INSTITUT PASTEUR)

«Seul le vaccin est en mesure de vaincre le virus»

Le directeur de l'Institut Pasteur, le Dr Fawzi Darar, a réfuté la possibilité présentée par, entre autres, le professeur Kamel Sanhadji quant à la possibilité que l'Algérie peut se dispenser du vaccin contre le coronavirus, compte tenu de la baisse de sa charge virale, soulignant que la seule arme efficace face à l'épidémie est le vaccin.

Dans une interview à l'APS, le Dr Faouzi Darar a déclaré qu'en réponse à ceux qui disent qu'il y a des changements enregistrés dans le gène du virus circulant en Algérie, l'Institut Pasteur partage avec les laboratoires de référence dans le monde, des informations sur l'épidémie, depuis le début de sa propagation, soulignant que l'information qui circule entre ces laboratoires prouve qu'"il n'y a pas eu de changements majeurs dans la structure du virus.". L'expert a souligné que "le niveau le plus bas de la charge du virus ne sera atteint qu'avec le vaccin, qui est décrit comme l'arme la plus efficace en face de l'épidémie". Le directeur général de l'Institut Pasteur a révélé, en outre, que l'institut est en train d'acquiescer des équipements médicaux de pointe qui permettront de réaliser 2000 tests de détection du virus quotidiennement, soulignant que ces équipements entreront prochainement en Algérie. D'arriver a précisé qu'un appel d'offres international a été lancé par l'Algérie pour l'acquisition de plus de 250 000 tests PCR qui seront réceptionnés dans les prochaines semaines. Il a ajouté que l'Institut Pasteur sera bientôt renforcé par des machines qui multiplieront par 2 ou 3 les capacités de dépistage par PCR. Le Directeur général de l'Institut Pasteur a indiqué qu'actuellement 36 laboratoires, entre publics et pri-



vés, effectuent les tests de dépistage au niveau national. Il a fait savoir que d'autres laboratoires seront bientôt autorisés par l'Institut Pasteur, ce qui augmentera les capacités de dépistage du virus. Au passage, l'expert en virologie a expliqué que la demande de réactifs PCR à l'institut a diminué relativement par rapport aux mois précédents, en raison de la diminution

du flux de patients vers les hôpitaux, puisqu'elle oscille entre 30 à 40 demandes par jour, rassurant en même temps qu'il n'y a pas de pénurie de ce matériel. Afin de suivre le rythme de la vie économique et sociale, et après avoir enregistré la stabilité du nombre d'infections et la levée de la quarantaine, la reprise progressive d'une vie normale, l'institut

est allé ces derniers jours diagnostiquer le virus avec la technologie PCR sur les athlètes qui viennent participer à des compétitions internationales. Ces sportifs se préparent pour la prochaine saison pour permettre de pratiquer leurs activités, ainsi que les collaborateurs étrangers qui sont contraints de rentrer dans leurs pays.

Mahdi Berrached

Brèves

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

134 nouveaux cas, 94 guérisons et 8 décès

Cent trente-quatre (134) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 94 guérisons et 8 décès ont été enregistrés en Algérie, a indiqué hier à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élevait ainsi à 52 270 dont 134 nouveaux cas, soit 0,3 cas pour 100 000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1 768 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 36 672, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. En outre, 22 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 22 autres n'ayant enregistré aucun cas, alors que 4 autres ont enregistré 10 cas et plus. Par ailleurs, 22 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

APS

BLESSÉS, INVALIDES ET RADIÉS DE L'ANP

Les dossiers étudiés au "cas par cas"

Les dossiers des blessés, invalides et radiés des rangs de l'Armée nationale populaire (ANP) étudiés au "cas par cas", indique, hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans l'objectif de prendre en charge l'ensemble des préoccupations médico-sociales des différentes franges et catégories des retraités de l'Armée nationale populaire, en l'occurrence les blessés, les invalides et les radiés des rangs de l'ANP pour diverses raisons, et à l'issue des nombreuses rencontres regroupant les services compétents du ministère de la Défense nationale et les représentants desdites catégories, le ministère de la Défense nationale rassure les concernés que ses services œuvrent au suivi et à l'étude de leurs dossiers au cas par cas", précise le communiqué.

A ce titre, "les bureaux régionaux de la Caisse des retraites militaires ont reçu des dizaines de milliers de dossiers médicaux des différentes catégories concernées à travers toutes les Régions militaires, et s'attellent actuellement à leur tri, à la vérification de leur constitution et à l'examen par les Commissions d'expertise médicale. Un effort qui requiert un certain temps afin de permettre à tous ceux qui remplissent les conditions requises, de jouir de leurs droits conformément à la réglementation en vigueur", souligne la même source.

"Ces démarches s'inscrivent dans le cadre du grand intérêt que le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, confère personnellement à la parfaite prise en charge des préoccupations des enfants de l'ANP, ayant honoré leurs années de service dans les rangs", rappelle le MDN dans son communiqué.

R.N

SÉMINAIRE

Le rôle de la société civile dans la lutte contre la corruption

Les travaux du séminaire national sur le rôle de la société civile dans la lutte contre la corruption, organisé par l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLC), en collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), ont débuté, hier, au Centre international des conférences (CIC) Abdellatif-Rahal à Alger. Prennent part à ce séminaire organisé sous le thème "société civile, un partenaire principal dans la lutte contre la corruption", des représentants du mouvement associatif, des organisations professionnelles, des enseignants chercheurs et des journalistes, et en présence du conseiller auprès du président de la République chargé de la société civile et de la communauté nationale à l'étranger, Nazim Berramdane et du conseiller du président de la République chargé des associations religieuses, Aïssa Belakhdar. Cette rencontre constituera une plateforme pour le débat et l'échange de vues sur le rôle de la société civile dans les efforts de prévention et de lutte contre la corruption, pour être l'un des soutiens de l'intégrité des systèmes nationaux. Dans le cadre de la contribution aux nouvelles capacités de la société civile en matière de lutte contre la corruption, l'ONPLC organisera une session de formation, du 6 au 8 octobre 2020, en faveur des associations actives dans le domaine de la prévention contre la corruption et dans les domaines pertinents.

R.N

PRÉTENDUE PRÉSENCE DES ÉLÉMENTS DE L'ANP DANS UNE LOCALITÉ MALIENNE

Le MDN dément des allégations "tendancieuses"

Le ministère de la Défense nationale (MDN) a apporté, hier dans un communiqué, un démenti "formel" à certaines "allégations tendancieuses" formulées par des parties maliennes et reprises par certains médias maliens, faisant état d'une prétendue présence des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la localité frontalière malienne d'In Khalil. "Suite à certaines allégations formulées par des parties maliennes et reprises par certains médias maliens, faisant état d'une prétendue présence des éléments de l'Armée nationale populaire dans la localité frontalière malienne d'In Khalil et qu'une partie du territoire malien a été annexée par l'Armée algérienne, le minis-

tere de la Défense nationale tient à apporter un démenti formel à ces allégations tendancieuses", indique la même source. A ce titre, le MDN souligne que "ces allégations font suite à une mission technique conduite par des experts relevant du Service géographique et de détection de l'Armée nationale populaire accompagnés par un détachement de sécurisation et de protection et à l'intérieur du territoire national pour effectuer des travaux de vérification des bornes du tracé frontalier algéro-malien et à proximité de la localité frontalière malienne d'In Khalil, et que cette mission technique a achevé ses travaux en date du 21 septembre 2020 avant de quitter les lieux sans enregistrer aucun incident".

"Il convient de préciser que l'Algérie, qui a toujours veillé à la sécurisation de ses frontières nationales, notamment à l'ombre du climat d'instabilité prévalant dans la région du Sahel, réitere son total engagement à respecter la souveraineté des Etats et le principe de l'intangibilité des frontières, notamment avec un pays frère en l'occurrence le Mali, et ce, conformément aux dispositions de la Convention de bon voisinage du 8 mai 1983 signée entre les deux pays, et réaffirme également son attachement à assoier les principes de bon voisinage et à apporter aide et assistance aux pays voisins lorsque le besoin se fait ressentir", conclut le communiqué.

APS

RÉFÉRENDUM SUR LA NOUVELLE CONSTITUTION

Charfi "tout a été entrepris pour permettre sa totale intégrité"

Le président de l'Autorité indépendante chargée de surveiller leur organisation (ANIE), M. Mohamed Charfi, a évalué hier à plus de 23,5 millions le nombre d'électeurs inscrits et à 292 805 celui des personnes radiées, parmi lesquelles, ajoute-t-il, 35 528 l'ont été en raison du changement de résidence. Il a indiqué que l'assainissement du fichier électoral se poursuivra jusqu'au moment de sa totale numérisation. Intervenant, hier, à l'émission L'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio Algérienne, M. Charfi, et afin de permettre des « élections crédibles », il

a souligné que l'une des missions entreprises par l'Autorité indépendante chargée de surveiller leur organisation (ANIE), a consisté à réviser le fichier électoral, mettant à jour « une masse significative » de personnes décédées, « plusieurs milliers », utilisés, parfois, par des candidats pour « gonfler le nombre de votants » en leur faveur. M. Mohamed Charfi a souligné qu'il ne s'agit pas là de méthodes « infondées », le président de cette Autorité les explique par l'insuffisance du suivi de l'organisation des scrutins, mais pas toujours par des « intentions mal-

veillantes », de certains parmi ces derniers. À propos du déroulement du référendum sur le projet de nouvelle constitution, M. Chorf indique que l'Autorité qu'il préside va reprendre le même type d'organisation que celui utilisé lors de la récente présidentielle. L'Invité assure que la structure qu'il préside va faire en sorte de s'assurer que l'intégrité du vote soit protégée « à 100 % », pour éviter, dit-il, les « déviations » observées par le passé et parce que « l'Algérie nouvelle » a, depuis, déclaré « la lutte à la corruption et à l'argent sale ».

MESSAOUD BOUDIBA
(CNAPESTE)

La rentrée scolaire peut être la plus difficile

Le coordinateur du Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur tertiaire de l'Éducation (Cnapeste), Messaoud Boudiba a souligné hier que la rentrée scolaire peut être la plus difficile étant donné les grandes capacités financières qu'elle nécessite et la vigilance constante pour éviter la propagation du virus Covid 19.

S'exprimant sur les ondes de la chaîne une de la radio nationale, Boudiba a expliqué que nous sommes sur le point d'accueillir 10 millions d'élèves et près d'un million de cadre enseignant. Ce nombre est énorme, car « il nécessite une attention particulière et des capacités matérielles nécessaires pour éviter la propagation de l'épidémie. Le représentant du CNAPEST a appelé à ne pas sous-estimer les chiffres liés à la pandémie, déclarant: "Il est vrai qu'il y a une baisse des chiffres et que les réflexes de prévention se sont installés face à la pandémie et qu'une culture de prévention s'est développée, mais le danger existe toujours. Par conséquent, doter les établissements d'enseignement de moyens est un facteur rassurant". Mais dans le cas où les mesures préventives à l'intérieur des écoles et des classes seraient négligées, cela aura des conséquences difficiles à contrôler. S'agissant de la question de l'espace, Boudiba a déclaré qu'il s'agissait d'un point fondamental dans la prévention. Seulement la rotation signifie réduire le temps des cours et adapter les programmes d'enseignement en plus de la nécessité de choisir des approches et des méthodes d'enseignement afin d'atteindre les objectifs ciblés à court, moyen et à long terme.

Boudiba a insisté sur la nécessité de fournir les ressources matérielles et humaines ce qui signifie que le ministère doit recruter, car le secteur de l'éducation, loin de la pandémie de Corona, a besoin d'un grand nombre de postes car nous vivons avec une grande surpopulation au niveau des établissements d'enseignement. "Nous avons besoin de postes budgétaires à tous les niveaux, et plus particulièrement seul à même de mettre en œuvre les nouvelles approches.

JOURNÉE DES ENSEIGNANTS

Oudjaout appelle les enseignants à se mobiliser face à la Covid-19

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Oudjaout a appelé lundi les enseignants, à se "mobiliser" pour préserver l'École algérienne, en assurant l'enseignement aux élèves et en préservant leur sécurité et santé, au vu de la propagation de la pandémie de Covid-19.



Dans un message adressé aux enseignants à l'occasion de leur journée, célébrée le 5 octobre de chaque année, le ministre de l'Éducation a souligné l'impérative «mobilisation des enseignants pour l'École algérienne et pour nos générations montantes, dans un contexte marqué par la propagation de cette pandémie qui ne cesse de prendre des vies», ajoutant que la prochaine année scolaire (2020-2021) sera "l'une des plus difficiles".

A cette occasion, M. Oudjaout a mis l'accent sur la nécessité de garantir l'enseignement aux élèves, après une interruption de plusieurs mois, tout en veillant à la préservation de leur sécurité et santé ainsi que celles des personnels pédagogiques et administratifs les encadrant, dans le respect "strict" des mesures préventives énoncées dans le protocole sanitaire élaboré par le ministère et adopté par le Comité scientifique relevant du ministère de la Santé.

Rendant hommage aux milliers d'enseignants du secteur de l'Éducation nationale, le ministre a mis en avant "le dévouement et l'abnégation" des enseignants dans la formation des élèves, en dépit des difficultés, faisant preuve "d'un haut sens des

responsabilités et de conscience professionnelle tout au long de cette année exceptionnelle sur tous les plans, en raison de la pandémie inattendue du nouveau coronavirus qui nécessite notre adaptation".

Dans le même contexte, le premier responsable du secteur de l'éducation a loué les efforts des enseignants qui se sont "portés volontaires" au cours de la dernière période pour dispenser des cours à distance et encadrer ensuite les candidats aux examens du BEM et du baccalauréat, en se mettant en isolation totale du monde extérieur jusqu'à la fin de ces deux examens. "Vous vous êtes mobilisés pour assurer la continuité des cours, même si c'était à distance, mais également pour mener les examens à bien, et c'est le cas. Pour tout cela, je vous dis merci à vous les éducateurs".

A cette occasion, le ministre a souligné l'importance de la célébration de cette Journée mondiale, "qui nous rappelle la valeur de l'éducation et l'importance de construire un système éducatif qui encourage la réussite, grâce à la conscientisation de l'éducation dispensée, outre la nécessité d'œuvrer pour créer un environnement scolaire favori-

sant l'innovation", ajoutant que cette Journée se voulait l'occasion pour "rendre hommage avec déférence à tous les enseignants et enseignants du secteur, qui relèvent quotidiennement de nombreux défis pour éduquer nos enfants dans des situations souvent compliquées et difficiles". Il a également salué les efforts des enseignants pour "assurer l'éducation de nos enfants, en leur inculquant l'amour d'apprendre et en développant leurs aptitudes et compétences pour leur permettre de jouer un rôle positif dans la société et de contribuer à son progrès.

Au moment où la connaissance est devenue un facteur fondamental de production dans l'économie mondiale et une référence essentielle dans la société, nous sommes appelés constamment à actualiser les connaissances, notamment en ce qui concerne les technologies de l'information et de la communication (TIC), a-t-il soutenu, appelant les enseignants à accompagner le ministère et à le soutenir dans ses efforts pour "optimiser le rendement du système éducatif à la lumière de la nouvelle République dont les contours commencent à se profiler".

APS

SYNDICATS ET ASSOCIATIONS DE PARENTS D'ÉLÈVES

Le retour des élèves aux bancs de l'école, "une décision judicieuse"

Des associations de parents d'élèves et des syndicats du secteur de l'éducation ont accueilli favorablement, hier, la décision fixant les dates de la rentrée scolaire pour les trois cycles de l'éducation, affirmant que le retour de 10 millions d'élèves aux bancs de l'école "est une décision judicieuse", qui nécessite toutefois le respect des mesures préventives.

Dans ce cadre, le Coordinateur national du Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaires et technique (Snapest), Meziane Meriane, a salué cette décision, affirmant que le retour des élèves aux bancs de l'école nécessite une opération de nettoyage et de désinfection des établissements scolaires. Il a mis l'accent sur la nécessité de préserver la santé des élèves, et d'éviter d'exercer une pression sur eux, d'autant que la rentrée scolaire cette année est à caractère "exceptionnel".

A cette occasion, le même responsable syndical, a appelé à la nécessité "de revoir l'objectif pédagogique et essayer de rattraper le retard enregistré l'année écoulée, sur les trois

prochaines années afin d'alléger la pression sur les élèves et garantir une bonne assimilation des cours". De son côté, le Conseil des lycées d'Algérie (CLA) a qualifié le retour des élèves de "décision sage", par la voix de Mme Zineb Belhamel, membre dirigeant au CLA, soulignant la nécessité pour tous, de respecter les mesures préventives énoncées dans le protocole sanitaire élaboré par le ministère et adopté par le Comité scientifique relevant du ministère de la Santé. Par ailleurs, le président de l'Association nationale des parents d'élèves, Khaled Ahmed a salué cette décision, affirmant que la fixation de la date du retour des élèves aux bancs de l'école a été accueillie favorablement par tous les parents après une interruption des cours, de sept mois. M. Khaled Ahmed, a exprimé son souhait que l'année scolaire 2020-2021 sera divisée en "trois trimestres", même si cela sera fait au détriment de « la réduction de la durée des vacances ». Et pour ce qui est de la possibilité d'intégrer les cours du 3ème trimestre ratés à cause de la pandémie de coronavirus, l'intervenant a proposé de dispenser

certaines cours durant les premières semaines de l'année scolaire en cours afin de faciliter l'assimilation aux élèves.

Le ministre de l'Éducation, Mohamed Oudjaout avait annoncé, lors de sa dernière rencontre avec les partenaires sociaux, des projets de plans exceptionnels pour l'organisation de la rentrée scolaire 2020-2021. Il s'agit de l'impératif de préserver la santé des élèves et du personnel en se conformant au protocole sanitaire préventif élaboré par la tutelle et validé par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Le ministère a suggéré également d'adopter le découpage pédagogique, en ce sens où chaque groupe pédagogique pourrait être divisé en sous-groupes ne dépassant pas 20 élèves, d'alterner les sous-groupes pédagogiques, d'éviter le regroupement d'un nombre important d'élèves et d'assurer un volume horaire suffisant pour installer les ressources nécessaires à l'installation des compétences. Il s'agit, en outre, d'adapter les contenus des programmes des matières d'enseignement

en se concentrant sur les apprentissages fondamentaux de chaque discipline en fonction du volume horaire réservé, dans la mesure où il est possible de réduire l'heure de la séance, au collège et au lycée.

Le Conseil des ministres avait annoncé, hier dimanche, que "la date de la rentrée scolaire pour le cycle primaire a été fixée au 21 octobre à travers l'ensemble du territoire national, et au 4 novembre pour les cycles moyen et secondaire, en prenant en ligne de compte la garantie du transport scolaire pour les élèves et l'ouverture des cantines scolaires". S'agissant des mesures liées à la rentrée scolaire, le communiqué a mis l'accent sur le "strict respect des conditions d'hygiène conformément au protocole sanitaire, en prenant en compte la santé de l'élève, étant au centre de tout intérêt et de toutes les priorités". L'accent a été également mis sur l'impérative "désinfection des établissements scolaires 72 heures avant la rentrée avec impératif port du masque pour le cycle secondaire".

APS

L'AVANT-PROJET DE LOI DE FINANCES 2021

A la recherche des équilibres économiques

L'avant-projet de la loi de Finances 2021, un des dossiers présentés en Conseil des ministres réuni dimanche sous la présidence du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, vise à préserver les équilibres financiers de manière à permettre la concrétisation des réformes économiques, a indiqué une communiqué de la présidence de la République.



"A fin de relancer l'économie nationale et amorcer un nouveau départ au diapason du plan de relance économique", le Président de la République a mis l'accent sur l'impératif de "parvenir à une formule flexible du budget d'équipement au titre la loi de finances 2021, qui prendrait en considération les grands équilibres économiques", selon le communiqué.

Le Président Tebboune a instruit dans ce cadre "d'éviter d'instaurer des impôts qui n'auraient pas un impact sur le volume du budget, et continuer à alléger les charges sur les citoyens pour préserver les postes d'emploi". De même qu'il a instruit de "contrôler le soutien destiné au secteur agricole, notamment lors des grandes opérations de mise en valeur, appliqué depuis des années mais sans évaluation du bilan ni données appropriées

dans ce domaine, et enquêter sur les dossiers de soutien destinés aux différentes filières agricoles".

Aussi, a-t-il ordonné de "mettre un terme au gaspillage et à la connivence dans les différentes filières et conclure des contrats d'efficacité avec les éleveurs au titre du soutien". Il a également appelé à l'impératif de trouver le "cadre réglementaire idoine pour contrecarrer le phénomène de l'usurpation de fonctions supérieures de l'Etat, et appliquer les peines maximales sur les auteurs de ces escroqueries qui ont fait des victimes même parmi les cadres supérieurs".

Le président de la République a ordonné, par ailleurs, la réalisation "d'abattoirs sur les frontières sud (Tinzauten et Bordj Badji Mokhtar), notamment avec le Mali et le Niger pour approvisionner le marché national en viandes au lieu de l'importer", et d'élargir la liste des produits soumis au système de troc.

Le Président Tebboune a enjoint d'"instaurer des exonérations fiscales allant jusqu'à cinq (5) ans au profit des start-up, d'exploiter de la meilleure manière les fonds spéciaux et se passer des fonds qui ne sont pas nécessaires, et de réviser les conditions d'inscription des fonciers issus de marchés de vente et mettre en place une loi sanctionnant la fraude et l'évasion fiscale pour lutter contre le blanchiment d'argent et la corruption". Et d'appeler au durcissement du "contrôle en matière d'impôt sur la fortune afin de dissiper toute opacité, principale entrave à la numérisation, d'encourager les petits investisseurs et porteurs projets dans le cadre des start-up, car constituant une source fondamentale pour la réalisation de l'autosuffisance et la création des emplois, et d'éviter d'instaurer

ou d'augmenter les impôts sur les professionnels de la pêche". Il a aussi appelé à s'orienter sérieusement vers la construction navale en partenariat avec les étrangers parmi ceux qui ont exprimé leur entière disponibilité en la matière, notamment des pays de la Méditerranée.

Le Président Tebboune a ordonné au ministre de l'Industrie de séparer, urgemment, dans les cahiers des charges les appareils électroménagers et les appareils électroniques, afin d'atteindre de manière progressive un taux d'intégration nationale de 70%, et d'encourager les start-up à entreprendre des partenariats avec des sociétés technologiques à travers la sous-traitance notamment dans le domaine de la fabrication de téléphones portables, en vue de hisser les taux d'intégration nationale dans la production.

R.E

PORT DU CENTRE

Un coût de réalisation estimé entre 5 et 6 milliards USD

Le ministre des Transports, Hani Lazhar a révélé, hier à Alger, que le coût de réalisation du port Centre de Cherchell devra osciller, selon l'évaluation initiale du projet, entre 5 et 6 milliards USD. Répondant à une question de l'APS lors du Forum de la Radio nationale, M. Hani a fait savoir que le coût du projet du port Centre d'El Hamdania (Cherchell) devra couvrir, selon l'étude préliminaire du pro-

jet, entre 5 et 6 milliards USD et sera raccordé à la ligne ferroviaire" s'étendant jusqu'aux capitales des pays africains situés aux frontières Sud du pays.

Cette structure stratégique se chargera du traitement de 6,5 millions de conteneurs et 25,7 millions tonnes de marchandises/an et sera destinée au commerce national maritime, tout en étant un axe d'échanges au niveau ré-

gional, a-t-il poursuivi. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui avait ordonné, lors d'un conseil des ministres tenu fin août dernier, l'intensification des contacts avec le partenaire chinois chargé de la réalisation, a consacré, lors d'une séance de travail tenue le 24 septembre dernier, un volet dédié à l'examen des détails de ce projet.

R.E

Brèves

CHINE

Plus de 14.000 tonnes de réserves d'or en 2019

Les réserves d'or prouvées de la Chine ont atteint 14.131,06 tonnes fin 2019, d'après un annuaire publié par l'Association chinoise de l'or (ACO). Ce chiffre représente une hausse de 3,61% par rapport à 2018, a indiqué l'ACO dans l'annuaire 2020 sur l'industrie aurifère de la Chine, ajoutant que le pays a maintenu une croissance constante d'année en année des réserves d'or prouvées depuis 2012. La production d'or a chuté de 5,21% dans le pays en base annuelle pour atteindre 380,23 tonnes en 2019, soit le niveau le plus élevé dans le monde pour la 13e année, selon le rapport annuel. L'annuaire fait la synthèse du développement et de la tendance de l'industrie aurifère chinoise, couvrant l'ensemble de la chaîne industrielle, dont l'exploration, l'extraction, la transformation et l'investissement dans le secteur de l'or.

R.E

GRÈCE

Chute du PIB de 8,2% attendue en 2020

Le gouvernement grec prévoit pour 2020 une chute de 8,2% de l'économie, durement éprouvée par les effets de la pandémie de Covid-19, avant une reprise de 5,5% l'an prochain, selon le projet de budget pour 2021 déposé au Parlement. "Le projet du budget 2021 a été élaboré dans une ambiance d'incertitude extraordinaire, la durée de la pandémie étant indéterminée", a déclaré Stelios Petsas, porte-parole du gouvernement grec lors d'un point de presse.

Il a précisé que "la récession pour 2020 est estimée à 8,2% du PIB, soit à un niveau meilleur que la prévision publiée en été par la Commission européenne, prévoyant alors une contraction de 8,7% du PIB grec. Pour 2021, le gouvernement prévoit une croissance de 5,5% du PIB, mais elle pourrait atteindre "7,5% avec les aides européennes" prévues dans le cadre du plan de relance de l'Union européenne pour soutenir l'économie des pays membres et atténuer les risques de chômage, selon le projet du budget d'Etat.

Dans le sillage de la contraction de l'économie européenne due à la pandémie de coronavirus, le PIB grec avait chuté de 15,2% au deuxième trimestre.

Ayant perdu près d'un quart de son PIB pendant la décennie d'une crise financière inédite (2008-2018), la Grèce a renoué avec la croissance ces dernières années mais son économie reste toujours fragile. Le PIB devrait s'élever à 185,2 milliards d'euros en 2021 contre 170,7 milliards en 2020, selon le projet du budget.

Le gouvernement table sur un déficit primaire (avant paiement des intérêts de la dette) de 6,3% du PIB en 2020 et une baisse à 1% en 2021. Le taux de chômage en Grèce, l'un de plus élevés de la zone euro, doit enregistrer une hausse à 18,6% en 2020, avant une baisse à 16,5% en 2021.

En septembre, le gouvernement avait annoncé un train de mesures supplémentaires, chiffré à 6,8 milliards d'euros, pour relancer l'économie, après un paquet de 24 milliards d'euros adopté au printemps pour la même raison.

R.E



SOUK AHRAS

Extension "avant fin 2020" des surfaces irriguées à près de 8500 ha

La superficie des terres agricoles irriguées dans la wilaya de Souk Ahras, devrait passer de 6800 à 8500 hectares "d'ici à la fin de l'année 2020", a-t-on appris, dimanche, du chef du bureau de l'irrigation agricole au sein de la direction des services agricoles (DSA), Mebrouk Senani. Le responsable a dans une déclaration à l'APS souligné que les directions des Services agricoles, des ressources en eau et l'Office national d'irrigation et de drainage (ONID) "conjuguent actuellement leurs efforts pour étendre la superficie des terres agricoles irriguées dans la wilaya de Souk Ahras à 8500 hectares vers la fin de l'année en cours". Cet objectif est essentiellement conditionné par les investissements dans le domaine de l'hydraulique agricole a-t-il affirmé avant d'indiquer que la wilaya de Souk Ahras dispose de 252 000 ha de terres ara-

bles parmi lesquels 2500 ha font partie des périmètres d'irrigation agricole des communes de Sedrata, Bir Bouhouche et Zouabi.

Mettant en avant les nombreuses campagnes organisées par la DSA pour sensibiliser les agriculteurs sur la nécessité de recourir à des méthodes d'arrosage qui soient durables et éco-responsables, M. Senani a expliqué que l'extension des surfaces irriguées se fera à la faveur de la concrétisation du programme de réalisation de puits, de moyennes et grandes profondeurs, destinés à l'irrigation agricole.

De leur côté, les responsables de la direction des ressources en eau ont affirmé que l'extension des surfaces irriguées passe également à travers l'encouragement des agriculteurs à étendre l'agriculture fruitière notamment dans la région sud de la wilaya où le rendement de la céréaliculture reste assez

faible. Ils ont dans ce contexte fait savoir qu'une partie des eaux du barrage d'Oued Mellague seront "prochainement" consacrées à l'irrigation de 1000 ha de terres agricoles dans les communes de Sidi Fredj et Drea. Le directeur de la Chambre d'agriculture, Mohamed Hambli est pour sa part revenu sur l'intégration des nouvelles techniques d'irrigation notamment l'irrigation à pivot et le goutte-à-goutte en affirmant que l'efficacité de celle-ci dépend en premier lieu du degré de capacité des agriculteurs à installer convenablement ces systèmes d'arrosage et à les entretenir. Il est à signaler que la wilaya de Souk Ahras dispose de plusieurs périmètres d'irrigation agricole comme ceux de Letifeche (328 ha), de Betoum dans la commune de Taoura et de Sidi Fredj en plus de 15 retenues collinaires dont celles de Bir Bouhouche et Sidi Makhouf.

Brèves

ADRAR

Un soutien financier de 20 millions DA aux clubs sportifs

Un soutien financier de 20 millions DA est réparti par la wilaya d'Adrar aux clubs sportifs comme soutien pour les aider à entamer leur saison, a-t-on appris dimanche des services de la wilaya.

Ce soutien financier, octroyé par le groupe Sonatrach, est un premier apport visant à aider les clubs, évoluant dans différentes divisions, à amorcer la nouvelle saison sportive dans des conditions "financièrement confortables", a affirmé le wali d'Adrar lors d'une rencontre avec les représentants de la famille sportive.

Cet accompagnement des clubs sportifs englobe aussi une prise en charge par la wilaya du transport des clubs dans leurs déplacements pour les compétitions hors wilaya, a ajouté M. Larbi Bahloul. Les présidents de clubs, relevant de différentes ligues sportives, ont salué l'initiative, tout en exprimant leur détermination à faire honneur à leur public lors des prochaines compétitions.

L'opportunité a été saisie par les représentants de la famille sportive pour faire part de leurs préoccupations liées à l'accompagnement efficace des activités sportives, notamment dans le domaine de l'athlétisme et des sports individuels dont la wilaya renferme de nombreuses potentialités.

MÉDÉA

Le parc de transport scolaire renforcé par une cinquantaine d'autobus

Le parc de transport scolaire dans la wilaya de Médéa s'est renforcé récemment par un quota de cinquante autobus, appelé à améliorer la couverture en matière de transport scolaire dans les localités enregistrant un déficit, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. Deux précédents quotas, composés respectivement de 18 et 40 autobus, de fabrication locale, avaient été affectés à différentes communes, au cours des derniers mois, portant à 108 le nombre global d'autobus distribués aux communes, depuis le début de l'année, a-t-on indiqué. Une autre dotation constituée de 79 autobus sera réceptionnée "prochainement", selon la même source, et affectée, au fur et à mesure, des arrivages, aux localités où est recensé le plus grand nombre d'élèves nécessitant une prise en charge, notamment ceux issus des zones enclavées, a-t-on ajouté. Avec ces nouvelles dotations, les 64 communes que compte la wilaya auront à leur disposition pas moins de 359 autobus pour assurer, dans de meilleures conditions, le transport des élèves, lors de la prochaine rentrée scolaire, en particulier pendant la période hivernale, a-t-on conclu.

GHARDAIA/EL-MENEA

Relance de l'étude de dédoublement du tronçon de la RN-1

L'étude de modernisation, de renforcement et de dédoublement d'un tronçon de 260 km de la RN-1 reliant Ghardaïa à El-Menea vient d'être relancée, après avoir bénéficié de la levée de gel sur ce projet, a révélé dimanche à l'APS le directeur des travaux publics (DTP) de Ghardaïa.

Inscrite en 2015 avant d'être gelée dans le cadre des mesures d'austérité prises par les pouvoirs publics, pour un coût de 260 millions DA, cette étude, confiée à un bureau d'étude national (SET Oran), porte sur le dédoublement en 2X2 de la voie de la RN-1 reliant le carrefour giratoire entre la RN-1 et la RN-49 à (30 km de Ghardaïa) et la ville d'El-Menea, a précisé M. Ali Teggat.

L'étude prendra en compte les différents ouvrages d'art réalisés déjà pour l'élimination des points inondables et les interruptions du trafic routier sur la RN-1 durant les crues cycliques des oueds traversant cette axe routier, ainsi que les mesures de sécurité routière selon les normes universelles, a fait savoir le DTP.

Quatre ouvrages d'art d'un coût de plus de 1,7 milliard DA ont été réalisés sur les oueds Métili, Sebseb, Ghezellatte et Touil, a-t-il ajouté.

Ce projet de dédoublement de la RN-1 permettra de la classer comme route express, de fluidifier le trafic, de réduire la durée du trajet et le nombre d'accidents, notamment par l'introduction d'éléments de sécurité tels les grandes rotondes qui ont un double rôle: sécuriser les intersections avec les voies secondaires et réduire la vitesse de conduite.

Des techniciens du bureau d'étude sont à l'œuvre pour déterminer le futur tracé du tronçon de cette route express Ghardaïa/El-Menea avec des évitements des zones et localités urbanisées de Mansoura, Ain-Lessig et Hassi-Lefhal, et l'élimination des points noirs des zones d'ensablement.

L'opération de dédoublement en question constitue l'ultime étape pour la concrétisation de la route



express Nord/Sud "épine dorsale" de la dynamique de l'économie nationale et de l'équilibre territorial, a souligné M. Teggat.

Le dédoublement de la RN-1 entre Alger et El-Menea sur 800 km est un projet d'envergure et demeure incontestablement celui relatif à l'ouverture de la nouvelle route express reliant le Nord et le sud, a-t-il souligné, précisant que cette gigantesque voie de communication routière constitue un axe structurant.

A terme, le projet contribuera de manière cruciale à l'essor économique et touristique des régions du sud grâce, entre autres, à l'accessibilité et aux retombées positives générées par les réseaux autoroutiers sur les usagers, en termes de coût, de fluidité et de sécurité de la circulation des biens et des personnes.

D'importants projets visant la mise à niveau du réseau routier de la wilaya de Ghardaïa ont été réalisés afin de permettre à cette infrastructure routière de répondre aux

besoins de trafic routier de plus en plus dense, notamment à travers les travaux de renforcement et de réhabilitation sur 200 km de la RN-1 entre El-Menea et la limite territoriale de la wilaya de Tamanrasset, le renforcement et la modernisation du tronçon de la RN-51 entre El-Menea et la limite administrative avec la wilaya d'Adrar sur une distance de 136 km.

L'aménagement et l'embellissement du carrefour giratoire RN-1 et la RN-51 à une trentaine de km au sud d'El-Menea, l'achèvement de la construction de la route El-Menea/Ouargla, ainsi que le dédoublement du tronçon de la route nationale RN-1 Ghardaïa/Laghout au cours d'achèvement, permettront de renforcer les échanges économiques, agricoles et touristiques entre différentes wilayas des Hauts-plateaux et du Sud.

L'ensemble de ces projets, qui répondent aux exigences du Schéma directeur de l'aménagement du

territoire dans le Sud et à forte valeur économique, sont en cours de finition, a fait savoir M. Teggat. La wilaya de Ghardaïa dispose d'un réseau routier de 1037 km de routes nationales (sans tenir compte des 50 km de la route d'évitement de la vallée de M'zab non encore classée), de 292 km de chemins de wilaya et 463 km de routes communales, dont 258 km revêtus. Le trafic enregistré sur la RN-1 de Ghardaïa vers le Nord du pays est estimé à 15.000 véhicules/jour, dont 30% de poids lourds, et 3.000 vers le Sud, dont 40% de poids lourds, selon les statistiques de la DTP de Ghardaïa. A cela, s'ajoutent deux aéro-dromes, à Ghardaïa de classe "Internationale" et à El-Menea de classe "Nationale" avec deux pistes d'envol chacun, en plus de 80 ouvrages d'arts, dont 20 ont été réalisés postérieurement à l'année 2000, ainsi que neuf maisons cantonnières dont quatre situées dans des zones enclavées et alimentées en énergie solaire.

EL TARF

Production "record" dans les céréales et la tomate

La wilaya d'El Tarf a enregistré une production "record" dans les céréales et la tomate industrielle, au titre de la saison agricole 2019/2020, avec respectivement 647.000 quintaux de céréales et 4,5 millions qx de tomates fraîches, a indiqué, dimanche, le directeur local des services agricoles, Kaddour Ayad. Ces productions "exceptionnelles" ont été enregistrées pour la première fois dans la wilaya d'El Tarf, a ajouté la même source, détaillant qu'au terme de la campagne moissons-battage, 582.211 qx de blé dur, 20.800 qx de blé tendre et 43.989 qx d'orge ont été produits sur une superficie de 23.500 hectares.

Selon le DSA, une évolution de 8% a été réalisée cette année, dans la production de la culture des céréales par rapport à l'année précédente qui a été marquée par une production de l'ordre de 249.375 qx. La même source a fait état, concernant la production de la tomate fraîche, d'une évolution "significative", avec une hausse estimée à 36,36%, représentant 1,99 million de qx de tomate de plus que l'année précédente durant laquelle cette wilaya frontalière a enregistré 3,3 millions de qx. Cette production a été réalisée "bien que quelques parcelles soient endommagées par le mildiou", a-t-on encore détaillé.

Le DAS a, dans ce contexte, indiqué qu'outre l'évolution des superficies réservées à ces cultures, le professionnalisme des agriculteurs, l'accompagnement et le soutien de l'Etat à travers divers programmes, le suivi de l'itinéraire technique et la multiplication des caravanes de sensibilisation ont favorisé l'amélioration de la production céréalière et celle de la tomate industrielle. Aussi, la réouverture de deux unités de transformation de la tomate industrielle d'El Bousten (Zerizer) et Djemara (El Chatt) ont renforcé les capacités de transformation des quatre (4) autres usines similaires, déjà opérationnelles, totalisant 9.900 tonnes/jour.

EL-OUED/ DISPOSITIF DE L'ANGEM Création prochaine de micro-entreprises familiales

L'Agence de gestion du microcrédit (ANGEM) de la wilaya d'El-Oued a arrêté un programme de création de micro-entreprises familiales dans les zones d'ombre, en vue d'améliorer les conditions de vie en milieu rural, a-t-on appris dimanche des responsables locaux de ce dispositif.



Inscrit dans le cadre des recommandations du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, ce programme, premier du genre, vise l'ancre de la culture entrepreneuriale chez les catégories vulnérables parmi les populations vivant dans les zones d'ombre, leur encouragement et leur accompagnement dans le montage des micro-entreprises familiales, a indiqué le chargé du programme au niveau de l'ANGEM d'El-Oued. Dans l'optique d'inciter cette catégorie à adhérer au programme,

les services de l'ANGEM ont lancé des campagnes de sensibilisation en direction des habitants des régions enclavées, mettant en exergue l'importance de ce programme qui leur ouvre des perspectives de contribution à l'amorce d'une nouvelle économie nationale, a expliqué Amara Benabdallah. La campagne ayant ciblé dans sa première phase plus de 25 regroupements et habitations des zones d'ombres de la wilaya d'El-Oued, a porté sur la vulgarisation de ce programme auprès de la femme rurale et les pères de fa-

milles, et la distribution de dépliants explicatifs sur les mécanismes de montage de micro-entreprises familiales. La seconde phase du programme en question ciblera le reste des zones d'ombre dans les 30 communes de la wilaya, dont celles de la bande frontalière (Taleb-Larbi, Douar El-Ma et Benguecha), au titre de la généralisation du programme national de développement des zones rurales, a ajouté le même responsable. Dans le but d'assurer la réussite de ce programme, des moyens humains nécessaires ont été mo-

bilisés, dont les cadres de l'Agence et de ses délégations dans les 12 dairas de la wilaya pour expliquer les conditions de financement de ces projets et les mécanismes de mise en œuvre, notamment en accompagnement technique. L'ANGEM s'assigne comme missions la promotion de microprojets d'investissement et l'encouragement de porteurs de projets, l'amélioration des conditions de vie des familles vulnérables, leur encouragement et leur accompagnement afin de monter leurs microprojets.

Brèves

ORAN

85 personnes âgées bénéficient de services sanitaires et sociaux à domicile

Quelque 85 personnes âgées de la wilaya d'Oran bénéficient de services sanitaires et sociaux à domicile, dans le cadre de la caravane médicale de solidarité en faveur de cette catégorie, lancée par la direction de wilaya de l'action sociale. Cette opération, lancée jeudi dernier, cible une large couche de personnes âgées, vivant seules, dont 20 à Oran, 18 à El-Ancor, 7 à Oued Tlélet, et 5 dans les communes de Fréha, Ain Turck et Missergine et autres. Cette caravane encadrée par des médecins et psychologues relevant des cellules de proximité et de solidarité, assure des examens médicaux et d'un soutien psychologique à ces personnes, ainsi que des orientations et des conseils sur la manière et posologie de prendre des médicaments, une alimentation saine et le respect des mesures préventives contre le coronavirus. L'opération est marquée également par la distribution des appareils de mesure de la tension artérielle et du diabète. Des colis alimentaires, des couvertures et autres sont aussi distribués, ainsi la sensibilisation des citoyens et du mouvement associatif sur la situation de la personne âgée dans un souci de solidarité avec cette frange de la société pour améliorer leur situation sanitaire et social et inciter à la formation d'assistants à domicile. Les cellules de proximité et de Solidarité informeront les citoyens sur la nécessité d'alerter sur les cas de personnes âgées en situation difficile et les personnes sans abri, selon l'application électronique disponible sur le site du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la condition de la Femme.

TLEMSEN

Des professionnels de la pêche sensibilisés sur l'importance de l'assurance

La section de wilaya de Tlemcen de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a ouvert dimanche une semaine d'information sur l'importance de l'assurance pour les professionnels du secteur de la pêche, a-t-on appris du directeur du secteur, Dalil Khoudir. La manifestation, lancée au port de pêche de Ghazaouet, vient à point nommé pour matérialiser dans les faits la convention nationale signée récemment entre la CNMA et la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture, a indiqué à l'APS le responsable. Les adhérents de la Chambre de la pêche et de l'aquaculture de Tlemcen, dont le nombre avoisine 500 professionnels, seront sensibilisés sur l'importance de l'assurance contre les risques d'accidents encourus pendant l'exercice de leurs activités, notamment ceux liés à la motorisation et au matériel de pêche, aux collisions entre embarcations de pêche, a-t-il précisé. Ils ont également été informés sur la possibilité de bénéficier de réductions sur les assurances pouvant atteindre 70 %, a-t-il ajouté. Par la même occasion, un bureau de la CNMA sera créé au niveau du port de pêche de Ghazaouet, doté d'un grand écran d'exposition et de matériels techniques en lien avec les mesures d'opérations d'assurances, le tout est encadré par des agents et cadres de la caisse de Tlemcen, avec en prime la distribution de dépliants aux professionnels, a expliqué le responsable. La semaine de sensibilisation vise à améliorer le service de proximité de la Caisse nationale de mutualité agricole et permettre aux professionnels de la pêche de souscrire des contrats d'assurance sans se déplacer, a-t-on noté.

TISSEMSILT

Plus de 11.700 commerçants bénéficieront de TPE avant la fin 2020

Plus de 11.700 commerçants de Tissemsilt bénéficieront de terminaux de paiement électronique (TPE) avant la fin de l'année en cours, a indiqué dimanche le sous-directeur de l'exploitation, des services financiers et postaux de l'unité "Algérie Poste" de la wilaya. L'unité de wilaya de "Algérie Poste" a élaboré, en coopération avec la direction du Commerce, un programme d'action urgent visant à fournir ces appareils électroniques à plus de 11.700 commerçants avant la fin de l'année en cours, a précisé Lahcen Dilmli, en marge du lancement de journées de sensibilisation des commerçants sur l'import-

tance de l'utilisation du paiement électronique. Il a fait savoir que des terminaux de paiement électronique seront vendus aux commerçants pour un montant symbolique de 800 DA, en plus du service après-vente. Par ailleurs, le responsable a annoncé que l'unité de wilaya de Algérie Poste signera prochainement des conventions avec des opérateurs économiques activant dans les domaines du tourisme, de l'artisanat, de la santé et de l'agriculture portant sur la fourniture des terminaux de paiement électronique. L'unité a distribué, durant la période de confinement sanitaire partiel qui s'est étalée

de début avril à fin août dernier dans le cadre des mesures de prévention contre le coronavirus, gratuitement 42 dispositifs de paiement électronique à des commerçants et opérateurs économiques de la wilaya. Des journées de sensibilisation sont organisées à l'initiative de la direction du Commerce en coopération avec la direction des Télécommunications et l'association de wilaya pour la défense des droits des consommateurs et de l'environnement, selon le chargé d'information à la direction du commerce, Ahmed Abbès, qui a souligné qu'elles n'étaient pas limitées dans le temps.

FOOTBALL / TRANSFERTS - LYON

Djamel Benlamri passe la visite médicale



Le défenseur international algérien Djamel Benlamri a passé hier la traditionnelle visite médicale préalable à la signature de son contrat avec le club français de Lyon (Ligue 1 de football), a rapporté le journal L'Equipe. Benlamri devrait parapher un bail d'un an, plus une année en option, avec l'OL, au dernier jour du mercato estival, croit savoir le quotidien français.

En rupture de ban avec les dirigeants d'Al-Shabab (Arabie saoudite), le défenseur central algérien (30 ans), champion d'Afrique, a été libéré de sa dernière année de contrat. Il était d'accord depuis plusieurs jours pour rejoindre l'OL, qui attendait d'abord de pouvoir trouver une porte de sortie pour Joachim Andersen. Le défenseur central danois est toujours là, mais les dirigeants ont quand même accéléré l'arrivée de

Benlamri, après la blessure du Brésilien Marcelo, dimanche soir à l'épaule, face à Marseille (1-1).

Sans club jusqu'à dimanche, Benlamri n'a pas été convoqué par le sélectionneur national, Djamel Belmadi, pour affronter en amical le Nigeria et le Mexique, les 9 et 13 octobre en Autriche et aux Pays-Bas.

Brèves

ANGLETERRE

Le champion en titre Liverpool écrasé par Aston Villa (7-2)

Le champion anglais en titre, Liverpool, a été écrasé dimanche par Aston Villa (7-2) pour la 4e journée de Premier League, du jamais vu depuis 1963 pour les Reds. Liverpool, qui avait remporté ses 3 premiers matches, pointe à la 5e place du classement, à égalité de point avec son bourreau du jour, qui pointe au 2e rang grâce à sa différence de buts. Lors d'un match où rien n'a été en sa faveur et où sa défense était aux abonnés absents, Liverpool était mené 4-1 à la pause avec un triplé de Ollie Watkins. Même Jürgen Klopp en a ri sur la touche après le 6e but de Jack Grealish (6-2, 66e), le troisième inscrit par le club de Birmingham sur une frappe déviée par un défenseur des Reds. Privé dans les cages de son gardien brésilien Alisson, blessé, et de l'attaquant sénégalais Sadio Mané, atteint du Covid-19, Liverpool a vécu un cauchemar en attaque, malgré le doublé de Mohamed Salah (33e, 60e). Liverpool n'avait plus encaissé 7 buts en championnat depuis une défaite sur le même score contre Tottenham en 1963 et, jamais, un champion anglais sortant n'avait pris 7 buts depuis un 7-1 encaissé par Arsenal à Sunderland en 1953. Ce match intervient après une autre rencontre complètement folle qui avait vu Manchester United perdre 6-1 à Old Trafford contre Tottenham, après avoir mené 1-0 au but de deux minutes de jeu.

R.S

FINALE NBA

Miami réduit l'écart contre les Lakers grâce à Butler

Le Heat de Miami, porté par un immense Jimmy Butler, a remporté (115-104) le troisième match de la finale NBA 2020 aux dépens des Los Angeles Lakers pourtant favoris, dimanche chez Disney World, réduisant l'écart à 2-1 avant leur 4e confrontation prévue mardi. La première équipe à quatre victoires sera sacrée championne. Le Heat, dont c'est la 6e finale en 15 ans (trois ont été remportées en 2006, 2012, 2013), a réalisé un véritable exploit, en l'absence de ses deux cadres, Bam Adebayo, non remis de ses tensions cervicales, et Goran Dragic, qui souffre d'une épérouse plantaire au pied gauche. Il a pu compter sur son leader Jimmy Butler, une nouvelle fois au four et au moulin, en témoigne son énorme triple-double (40 pts, 11 rbd, 13 passes). Après le match N.2, il avait enjoint les siens à ne pas abandonner, à jouer plus dur. Il a montré l'exemple et ses partenaires l'ont suivi pour parvenir à relancer cette finale. Cela s'est vu sur le parquet. Dans son sillage, Kelly Olynyk et Tyler Herro ont ajouté 17 points chacun. Et surtout: Miami a mieux joué que son adversaire, a mis plus d'ingrédients aussi, faisant montre de l'envie de ceux qui ne veulent pas dire leur dernier mot, sous peine de rentrer très vite chez soi. Le Heat a toujours dominé, ne laissant aux Lakers le loisir de mener que rarement et de très peu de points. Ils n'ont fait illusion que grâce à l'implication encore totale de LeBron James, qui a encore tuteuré le triple-double (25 pts, 10 rbd, 8 passes). Le "King" a tenu la maison quand Anthony Davis vivait une première période catastrophique, perdant 5 ballons, prenant 3 fautes assez tôt, ce qui a de surcroît limité son temps de jeu et perturbé le bon déroulement du plan offensif des Lakers. En seconde période, "AD" s'est réveillé (15 points) mais pas autant qu'il aurait fallu, tant et si bien qu'il a été loin de ses standards habituels. Et cela a fait la différence sur le plan comptable. L'heure n'est pas encore aux doutes côté L.A., mais ce revers résonne comme un avertissement que les Californiens ont manqué d'énergie et d'application parfois.

FRANCE

Le Paris SG complète son attaque avec l'Italien Moise Kean

Le Paris SG, en quête de joueurs de compléments pour étoffer son effectif, a annoncé l'arrivée de l'attaquant international italien Moise Kean, prêté un an par Everton sans option d'achat, dimanche à la veille de la clôture du marché des transferts.



Le jeune buteur de 20 ans, qui s'est révélé avec la Juventus, reste sur une saison à deux buts en 33 matches avec le club anglais. Il vient renforcer un secteur affaibli par les départs d'Edinson Cavani et Eric Maxim Choupo-Moting cet été. Son recrutement intervient deux jours après que le directeur sportif Leonardo et l'entraîneur Thomas Tuchel se sont opposés publiquement sur le mercato. Le technicien allemand réclamait un renfort par ligne, sous peine de revoir "à la baisse" ses ambi-

tions. Des propos que n'a pas appréciés le club et "Leo", qui a insisté sur le contexte difficile, à la fois financier et sanitaire. Avec des moyens limités, le vice-champion d'Europe doit être "créatif" et se servir de prêts pour se renforcer, a-t-il expliqué. Kean est la deuxième arrivée de renom cet été au PSG après le latéral droit Alessandro Florenzi, prêté par l'AS Rome: deux joueurs qui figurent, avec Marco Verratti, dans la liste de la sélection italienne pour le rassemblement d'octobre.

Il a fait ses débuts avec les Azzurri à l'âge de 18 ans, en novembre 2018. Il compte cinq capes, pour deux buts. Le natif du Piémont, d'origine ivoirienne, s'est révélé avec la Juventus lors de la saison 2018-19, avec six buts en 13 matches de Championnat, mais son arrivée à Everton à l'été 2019 a interrompu sa progression. Sous le maillot des "Toffees", il n'a marqué que deux fois en 33 rencontres toutes compétitions confondues, au cours d'une saison

qu'il a terminée sur le banc. Justement, il devrait occuper un rôle de remplaçant au PSG. Devant lui, les "Quatre fantastiques" Neymar, Kylian Mbappé, Mauro Icardi et Angel di Maria, monopolisent la lumière et le temps de jeu. Un autre joueur pourrait vivre avant la clôture du mercato: le milieu international portugais Danilo Pereira, le capitaine du FC Porto, qui est tout proche d'arriver en prêt, selon plusieurs médias.

R.S

ANGLETERRE

Rayan Aït-Nouri, 19 ans, quitte Angers pour Wolverhampton

Rayan Aït-Nouri, 19 ans, le jeune latéral gauche d'Angers, va découvrir la Premier League avec Wolverhampton, ont annoncé dimanche soir les deux clubs, sous la forme d'un prêt avec option d'achat. Selon la presse britannique, l'option a été fixée à 20 millions de livres (environ 22 M EUR actuellement), ce qui en fera, si le montant est confirmé et si la livre se maintient à son niveau actuel, la 2e plus grosse vente pour le club angevin après celle de Jeff Reine-Adelaida à Lyon (pour 25 M EUR). "Je suis ici pour montrer à tout le monde ce dont je suis capable, à l'entraîneur, à mes coéquipiers et aux supporters", a déclaré Aït-Nouri sur le site de Wolver-

hampton, actuellement 13e du championnat anglais. "Je compte m'installer dans ce club aussi rapidement que possible et (...) jouer autant de matches que possible en Premier League, parce que c'est un championnat où l'on rêve de jouer", a ajouté le jeune défenseur au profil idéal pour les Wolves, dont l'entraîneur Nuno Espírito Santo apprécie les latéraux offensifs. Vendredi, l'entraîneur d'Angers Stéphane Moulin, qui avait déjà vu partir sa sentinelle Baptiste Santamaria pour Fribourg (D1 allemande), avait confirmé avec regret qu'Aït-Nouri était sur le départ. "Ta gentillesse, ton implication, ton talent... C'était un privilège de te voir grandir sous nos couleurs, Rayan. Nous te souhaitons

le meilleur chez les Wolves. Régalé-toi en Premier League", a salué le club angevin dans un communiqué dimanche soir. Repéré un peu par hasard, Aït-Nouri est arrivé à Angers en 2016 et, malgré plusieurs blessures, a vite gravi les échelons avec un premier contrat professionnel à l'âge de 16 ans et demi, une intégration au groupe professionnel à 17 ans et plusieurs convocations dans les équipes de France de jeunes. Mais il a dû attendre la saison 2019/2020 pour s'imposer sur le terrain à Angers, avant un arrêt brutal en janvier à cause d'une fracture de la mâchoire. Testé positif au coronavirus fin août, il n'a repris la compétition qu'il y a deux semaines.

R.S

PGA

L'Espagnol Sergio Garcia remporte le Sanderson Farms

L'Espagnol Sergio Garcia, grâce à un birdie réussi sur son 18 et dernier trou, a remporté le Sanderson Farms, comptant pour le circuit PGA, après le 4e tour disputé dimanche à Jackson dans le Mississippi. A 40 ans, il remporte sa dixième victoire, la première victoire depuis le Masters en 2017. "C'est plutôt agréable. C'est super. De toute évidence, le fruit d'un gros travail", a déclaré Garcia souriant après avoir serré le poing en signe de célébration. Il a dédié son succès à son père, qui a perdu deux frères à cause du coronavirus. "J'ai perdu deux oncles. Cela été dur pour mon père, celui-là est pour lui." Garcia a devancé l'Américain Peter Malnati, 13e avant cette dernière journée et qui a surpris tout le monde avec ses neuf birdies pour faire un bond spectaculaire à la première place. Garcia, qui faisait partie du trio de tête la veille, est passé par toutes émotions. Il a d'abord réussi un eagle au 5e trou et a enchaîné avec trois birdies. Puis il a commis deux bogeys dont un sur l'avant-dernier trou, répondus à chaque fois avec un birdie.

ALGÉRIE

24 joueurs pour affronter le Nigeria et le Mexique

L'entraîneur de l'équipe nationale, Djamel Belmadi, a convoqué 24 joueurs pour affronter en amical le Nigeria et le Mexique, respectivement les 9 et 13 octobre en Autriche et aux Pays-Bas, a annoncé dimanche soir la Fédération algérienne de football (FAF).



Le coach national a fait confiance à une liste de joueurs évoluant exclusivement en Europe, vu que le championnat d'Algérie est à l'arrêt depuis mars dernier en raison de la pandémie de coronavirus. De nouveaux noms apparaissent dans cette liste, à l'image de ceux des défenseurs Abdeljalil Medioub (CD Tondela/Portugal) et Maxime Spano-Rahou (Valenciennes/France) ainsi que du milieu de terrain Mehdi Zerkane (Girondins Bordeaux/France). D'autres, en outre, font leur retour en sélection après une très longue absence, comme Mohamed Réda Halaimia (K. Beerschot VA, Belgique), Zinedine Ferhat (Nîmes Olympique, France) ou encore Farid Bouloua (FC Metz, France). Les "Verts" affronteront le Nigeria vendredi au Wörthersee Stadion de Klagenfurt, en Autriche (20h30 locales,

19h30 algériennes) et le Mexique le 13 octobre au Cars Jeans Stadion de La Haye, aux Pays-Bas (21h00 locales, 20h00 algériennes), dans le cadre des dates FIFA allant du 5 au 14 octobre.

La Liste

Gardiens de but : Raïs M'bolhi (Ettifaq FC, Arabie Saoudite) - Izzedine Doukha (Al-Raed, Arabie Saoudite) - Alexandre Oukidja (FC Metz, France).

Défenseurs : Mohamed Salim Farès (Lazio Rome, Italie) - Aïssa Mandi (Betics Séville, Espagne) - Rami Bensebaini (Borussia Monchengladbach, Allemagne) - Jean Mehdi Tahrat (Abha Club, Arabie Saoudite) - Mohamed Réda Halaimia (K. Beerschot VA, Belgique) - Mehdi Zerkane (Kylia Sovetov Samara, Russie) - Abdeljalil Medioub (CD

Tondela, Portugal) - Maxime Spano-Rahou (Valenciennes, France).

Milieux de terrain : Adlène Guedioua (Al-Gharafa SC, Qatar) - Ismael Bennacer (AC Milan, Italie) - Mehdi Abeid (FC Nantes, France) - Mehdi Zerkane (Girondins Bordeaux, France) - Sofiane Feghouli (Galatasaray SK, Turquie) - Haris Belkebla (Stade Brestois, France).

Attaquants : Baghdad Bounedjah (Al Sadd SC, Qatar) - Farid Bouloua (FC Metz, France) - Ryad Mahrez (Manchester City, Angleterre) - Yacine Brahimi (Al-Rayyan SC, Qatar) - Saïd Benrahma (Brentford FC, Angleterre) - Zinedine Ferhat (Nîmes Olympique, France) - Andy Delort (Montpellier HSC, France).

R.S

FOOTBALL / CHAMPIONNAT NATIONAL

La FAF espère terminer la saison 2020-2021 en juin

La Fédération algérienne de football (FAF) a annoncé dimanche qu'elle espère achever la saison 2020-2021 au mois de juin. "La date exacte n'a encore été fixée, mais nous espérons terminer la saison au mois de juin", a annoncé le dirigeant Amar Bahloul, juste après la fin de la réunion du Bureau fédéral, tenue dimanche après-midi au siège de la FAF, à Dely Brahim. Bahloul a anticipé le fait que la crise sanitaire due au coronavirus pourrait générer le report de certains matchs, surtout si certains joueurs sont testés positifs au COVID-19, ce qui pourrait repousser la fin de la saison au-delà du mois de juin. Mais selon lui, et mis à part ce cas de force majeure, "tout sera mis en œuvre pour que les matchs se jouent dans les temps", et permettre ainsi à la saison de s'achever dès le début de l'été.

Une situation qui, cependant, devrait soumettre les clubs à un calendrier infernal car ils devront jouer deux matchs par semaine pour pouvoir honorer les 28

jours inscrites au calendrier de cette saison, mais selon Bahloul, "il n'y a pas d'autre choix que de faire avec". En effet, d'après la même source "ce sont les clubs qui ont choisi cette formule de compétition, et ils devront donc en assumer les aléas", en promettant cependant "de les accompagner" et de les "aider à faire face à d'éventuelles difficultés". Par ailleurs, Bahloul a révélé que la Commission de résolution des litiges a traité près de 600 dossiers cette année, en précisant que "les derniers cas en suspens seront tranchés ce lundi", car le dernier délai a été fixé au 5 octobre.

La même source a révélé également que le montant des arriérés qui sera versé par l'EPTV à la Ligue de football professionnel (LFP) pour les saisons 2018-2019 et 2019-2020 s'élève à environ 55 milliards de centimes. Enfin, concernant "la qualité" des adversaires qui seront au menu de la sélection nationale lors des matchs amicaux du mois d'octobre courant, à sa-

voir le Nigeria le 9, puis le Mexique le 13, Bahloul a affirmé qu'ils étaient des sparing-partners de choix, en ajoutant que le coach Djamel Belmadi en était entièrement satisfait.

"Une quinzaine de sélections, considérées comme faisant partie des plus grandes nations du football mondial, étaient disposées à affronter notre équipe nationale à l'occasion des prochains matchs amicaux. Malheureusement, la crise sanitaire due au coronavirus a considérablement réduit notre choix. Quoique, le Nigeria et le Mexique comptent parmi les plus grands aussi, et le sélectionneur national en est entièrement satisfait. C'est cela le plus important" a-t-il ajouté, Bahloul a conclu en annonçant que la Commission d'audit des stades entamera son travail le 10 octobre courant, en commençant par la Wilaya d'Alger, alors que la date de l'Assemblée générale ordinaire (AGO) de la FAF a été fixée au 29 du même mois.

R.S

FOOTBALL / COUPE DE LA CONFÉDÉRATION

La JSK officiellement 2e représentant algérien

La Jeunesse sportive de Kabylie (JSK) a été officiellement choisie comme deuxième représentant algérien en Coupe de la Confédération africaine de football, a annoncé le Bureau fédéral (BF) de la FAF dimanche, juste après sa réunion à Alger. "La JSK sera notre deuxième représentant en Coupe de la Confédération", a révélé le membre du BF, Ammar Bahloul, en conférence de presse.

Interrogé sur les critères sur lesquels s'était basé le BF pour prendre cette décision, surtout que cette deuxième place pour participer à la prochaine Coupe de la Confédération suscitait les convoitises d'autres

clubs, notamment l'US Biskra, Bahloul a évité toute polémique, en affirmant que "d'un point de vue légal, le Bureau fédéral avait toutes les prérogatives pour prendre cette décision, sans avoir à justifier son choix, et c'est ce qu'il a fait".

Concernant la longue temporisation avant d'annoncer cette décision, Bahloul a expliqué que "le BF a évité de faire les choses dans la précipitation, pour ne pas commettre d'erreurs qui auraient nui à sa crédibilité".

L'autre représentant en Coupe de la Confédération sera l'Entente sportive de Sétif (ESS), alors que le CR Belouizdad et le MC Alger défendront les couleurs natio-

nales dans la prestigieuse Ligue des champions. La saison 2019-2020 a été interrompue à la 22e journée en raison de la pandémie de nouveau coronavirus, et le CR Belouizdad a été désigné champion à titre exceptionnel, car à ce moment-là, il occupait la première place au classement général.

Même la Coupe d'Algérie, dont le vainqueur participe d'habitude à la Coupe de la Confédération, a été arrêtée au stade des quarts de finale puis annulée, d'où la polémique autour de l'identité du deuxième représentant algérien dans cette compétition continentale.

R.S

Brèves

FOOTBALL / LIGUE 1

L'US Biskra trouve un accord avec l'entraîneur Bouakaz

L'US Biskra a trouvé un accord avec l'entraîneur suisse-tunisien Moez Bouakaz pour diriger la barre technique de l'équipe des "Ziban" lors de la saison 2020-2021, a annoncé dimanche le club de Ligue 1 algérienne de football. "L'entraîneur Moez Bouakaz dirigera officiellement l'USB, après que la direction du club, dirigée par le président Benaïssa, a trouvé un accord final avec lui", a écrit la cellule de communication de l'USB sur les réseaux sociaux. Selon la même source, la direction du club "a entamé les démarches administratives pour sa venue en Algérie et entamer par la suite ses fonctions durant les prochains jours". Bouakaz sera assisté de l'ancien international algérien Moulay Haddou, qui était présent durant la séance d'entraînement de dimanche, après avoir effectué les tests de dépistage du Covid-19. Le technicien suisse-tunisien de 54 ans a roulé sa bosse dans plusieurs clubs algériens, à commencer par l'ES Sétif en 2007, avant de coacher l'USM Bel-Abbès, le RC Relizane, le MC Oran, la JS Saoura, la JSM Béjaïa à plusieurs reprises et enfin le CA Bordj Bou Arréridj. A noter que le coup d'envoi de la nouvelle saison 2020-2021 sera donné le 28 novembre prochain, soit après 8 mois et demi de l'arrêt des compétitions mi-mars dernier en raison de la pandémie de Covid-19.

R.S

FOOTBALL / COUPE D'ALGÉRIE

Suppression des matchs aller-retour en quarts et demi-finales

La commission de la Coupe d'Algérie de football a décidé de supprimer les matchs aller-retour lors des quarts et demi-finales, en raison du nombre de rencontres important prévu pendant la saison 2020-2021, a indiqué hier la Fédération algérienne de la discipline (FAF). Le bureau fédéral, réuni dimanche, a également annoncé que "d'autres amendements sont prévus, mais dépendent de la date de la reprise des compétitions". "Compte tenu de la prochaine configuration de la L1 (20 clubs au lieu de 16), il sera procédé à une nouvelle répartition des quotas", ajoute le communiqué de la FAF. La commission de la Coupe d'Algérie de football, présidée par Ahoène Arzour, avait introduit les matchs aller-retour en quarts et demi-finales lors de la saison 2018-2019.

TOURNOI ITF DE MONASTIR - TABLEAU FINAL

Inès Ibbou débute contre une Brésilienne

La tennismoman algérienne, Inès Ibbou (21 ans), sera opposée à la Brésilienne Rebecca Pereira (27 ans) au premier tour du tableau final d'un tournoi international féminin, lundi sur les courts en surface rapide de Monastir (Tunisie), suivant le programme de compétition dévoilé par les organisateurs. Les deux joueuses ont directement intégré le tableau final de ce tournoi, sauf que de par son meilleur classement mondial, l'Algérienne a été classée tête de série N.5. En effet, Ibbou pointe actuellement au 631e rang mondial chez les professionnelles de la World Tennis Association (WTA), alors que la Brésilienne n'est que 1042e. Doté d'un prize-money de 15.000 USD, ce tournoi qui se déroule du 5 au 11 octobre à Monastir, draine la participation de certaines joueuses assez réputées sur le circuit féminin de la Fédération internationale de tennis (ITF), notamment la Russe Barbara Gatica (24 ans) qui, grâce à sa 451e place mondiale, a été classée tête de série N.1.

Brèves

DÉFENSE

La Russie est prête à vendre des S-400 à l'Iran

L'ambassadeur russe en Iran a annoncé dimanche que la Russie était prête à livrer à l'Iran le système de missiles de défense anti-aérienne S-400. "Comme vous le savez, le S-300 a été livré. La Russie n'a aucun problème avec la livraison du S-400, ça n'a jamais été un problème depuis le tout début", a déclaré Leval Dzhangarian dans une interview accordée au quotidien iranien Resalat. Moscou ne craint pas les menaces de Washington contre la vente d'armes à l'Iran après que l'embargo de l'ONU expirera le 18 octobre, a ajouté M. Dzhangarian. Si l'Iran dispose de propositions spécifiques sur des ventes d'armes en provenance de Russie, elles pourront être "attentivement" étudiées après le 18 octobre, a affirmé l'ambassadeur.

GUATEMALA

Plus de 3.300 migrants honduriens expulsés

Le Guatemala a expulsé 3.384 migrants honduriens qui voulaient se rendre aux États-Unis en pleine pandémie de coronavirus, a annoncé dimanche à la télévision son président, Alejandro Giammattei. Les forces de l'ordre ont pu "contenir" la caravane des migrants qui, selon le dirigeant, représentait un facteur de risque pour la propagation du Covid-19. "C'est une obligation pour nous de diminuer le danger de contagion ou de résurgence de la maladie", a ajouté M. Giammattei. Il a par ailleurs annoncé avoir lui-même surmonté la maladie après avoir été contaminé il y a plus de deux semaines. La caravane de migrants était entrée jeudi dans l'est du Guatemala en forçant un cordon militaire, puis s'est fragmentée en groupes qui ont essayé de se diriger vers le Mexique, pays qui a fermé ses frontières. Quelque 93.963 infections et 3.293 décès liés au coronavirus ont été officiellement enregistrés depuis mars au Guatemala, un pays d'environ 17 millions d'habitants. Depuis juillet, le pays a commencé à rouvrir ses activités économiques après quatre mois de restrictions pour freiner l'épidémie.

HAUT-KARABAKH

Russes et arméniennes discutent de la situation

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov et son homologue arménien Zohrab Mnatsakanyan se sont entretenus par téléphone dimanche pour discuter de la situation dans la région du Haut-Karabakh, a annoncé le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué. "La partie russe s'est déclarée très préoccupée par l'augmentation du nombre de victimes au sein de la population civile. La nécessité d'un cessez-le-feu rapide a été soulignée", indique le communiqué. M. Lavrov a réaffirmé la volonté de Moscou d'aider les parties concernées à ramener le processus de règlement de la crise au Haut-Karabakh sur des voies politiques et diplomatiques, sous les auspices du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), et conformément à la déclaration conjointe des présidents de Russie, des États-Unis et de France, selon le communiqué. Le président russe Vladimir Poutine, le président américain Donald Trump et le président français Emmanuel Macron, représentant les pays qui co-président le Groupe de Minsk de l'OSCE, ont appelé jeudi dans une déclaration conjointe à une cessation immédiate des hostilités entre les pays impliqués dans le conflit armé dans la région du Haut-Karabakh.

USA

Trump sort saluer ses partisans et suscite les critiques

Donald Trump a brièvement salué ses partisans depuis sa voiture à l'extérieur de l'hôpital dimanche, une sortie risquée pour les autres occupants du véhicule selon des experts médicaux, à la veille d'un retour possible du président américain à la Maison Blanche.



La surprise générale, un convoi de véhicules noirs est apparu devant les grilles de l'hôpital militaire de Walter Reed près de Washington en début de soirée, et Donald Trump, masqué, a salué à travers la vitre ses nombreux sympathisants, qui y étaient installés tout le week-end. Mais

cette initiative a surpris et suscité de vives critiques, en particulier liées au risque pour les agents du Secret Service l'accompagnant. "Il faut que chaque personne présente dans le véhicule pendant cette sortie présidentielle complètement inutile soit mise en quarantaine pendant 14

jours", a affirmé James Phillips, du département de médecine de l'université George Washington. "Ils peuvent tomber malades. Ils peuvent mourir. Pour le théâtre politique. Commandés par Trump pour mettre leur vie en danger pour ce théâtre. C'est de la folie". Zeke Emanuel, expert à la télévision et prési-

dent du Département d'éthique médicale et de politique de la santé de l'Université de Pennsylvanie, a tweeté pour sa part: "Faire conduire ses agents des services secrets avec un patient Covid-19, qui plus est avec des fenêtres fermées, les expose inutilement à un risque d'infection. Et pour quoi? Un coup de pub".

COLOMBIE

Assassinat d'un ancien guérillero

Le parti politique des FARC, né après la démobilitation de cette guérilla, a dénoncé le meurtre d'un ancien membre, perpétré à Quibdó, chef-lieu du département de Chocó, à la frontière avec le Panama, portant à 231 le nombre d'homicides contre d'anciens guérilleros depuis la signature de l'accord de paix de 2016. "A Quibdó, Uriel Valencia, qui a entamé son processus dans les Espaces territoriaux de for-

mation et de réincorporation de Vigia del Fuerte, a été assassiné", a annoncé le parti FARC cité par les médias. Selon les informations publiées par ce parti, la zone, où l'ancien guérillero âgé de 45 ans a été assassiné, enregistre la présence des "Forces d'autodéfense Gaitanistas de Colombia", une organisation criminelle qui a revendiqué sa présence dans plus de 60 communes du pays. Avec le crime de Valence, 231 anciens guérill-

eros ont été assassinés depuis 2016 lorsque l'ancienne guérilla et le gouvernement ont scellé un accord de paix portant sur le désarmement et la réinsertion civile des démobilisés. Les guérilleros de l'Armée de Libération Nationale (ELN), les Forces d'autodéfense paramilitaires Gaitanistas de Colombie (AGC) et d'autres bandes criminelles opèrent dans le Chocó, ont rappelé les médias colombiens.

EGYPTE

Arrestation d'une journaliste après avoir enquêté sur des manifestations

Les autorités égyptiennes ont arrêté une journaliste alors qu'elle enquêtait sur les suites de récentes manifestations de petite ampleur dans un village près de Louxor, dans le Sud de l'Égypte, ont indiqué son avocat et son employeur cités par des médias locaux. Basma Mostafa a été déferée au parquet dimanche après avoir

disparu la veille alors qu'elle effectuait un reportage dans un village près de Louxor. Elle s'intéressait à la mort d'un homme qui aurait été tué par la police pendant des manifestations d'ampleur limitée en septembre, selon un journal électronique local. "Le parquet a ordonné qu'elle reste en détention pendant 15 jours dans l'attente d'investiga-

tions sur des chefs d'accusation d'appartenance à un groupe terroriste et de diffusion de fausses nouvelles", a expliqué son avocat, Hala Doma, sur Facebook dimanche soir. Des dizaines d'Égyptiens ont participé à des manifestations de faible ampleur en septembre, selon des vidéos partagées sur les réseaux sociaux, en particulier par des sympathisants

des Frères musulmans, organisation interdite en Égypte. Ces rassemblements ont eu lieu dans un contexte de colère, en particulier dans les zones rurales, face aux réformes économiques menées par le gouvernement depuis 2016 et à une campagne visant à faire cesser les constructions illégales, à l'aide notamment d'amendes aux contrevenants.

LES VICTIMES CIVILES EN HAUSSE

Pas de répit au Karabakh

Forces séparatistes arméniennes du Nagorny Karabakh et armée azerbaïdjanaïse poursuivaient sans relâche hier leurs affrontements, pour la deuxième journée consécutive marquée notamment par des bombardements en zones urbaines qui font craindre de nouvelles victimes civiles.



Le ministère des Affaires étrangères des indépendantistes du Karabakh a indiqué que leur capitale, Stepanakert, peuplée de 50 000 habitants, avait été visée par "des tirs de roquettes intensifs". Selon un témoin, interrogé par l'AFP, la ville a subi trois heures de bombardements et beaucoup de résidents ont fait le choix de partir. Les autres se terrent dans les abris. De nombreuses constructions portent les stigmates des deux jours de frappes : bâtiments effondrés, éclats plantés dans les façades, vitrines soufflées... Dimanche, des deux côtés du front, des tirs d'artillerie, principalement des roquettes, avaient déjà visé des villes, en particulier Stepanakert, sa voisine Choucha ou, en Azerbaïdjan, Gandja, deuxième ville du pays à 60 km de la ligne de contact, ou encore Beylagan. Selon Bakou, les frappes en zones urbaines azerbaïdjanaïses ont repris hier sur ces mêmes cités et d'autres comme Agjabedi. Le conseiller présidentiel azerbaïdjanais, Hikmet Hajiyev, a diffusé sur Twitter une vidéo présentée comme ayant été filmée sur le marché central de Gandja, dont les vitres étaient soufflées, dénonçant une attaque "dont le seul but est de faire des victimes civiles". Côté arménien comme azerbaïdjanais, les journalistes de l'AFP ont vu des habitations éventrées par des tirs. Selon des bilans officiels, les bombardements de dimanche ont fait quatre morts parmi les habitants de la république autoproclamée et cinq en Azerbaïdjan, ainsi que de nombreux blessés. Comme ils l'ont fait depuis la reprise du conflit le 27 septembre, les belligérants se rejettent la responsabilité de l'escalade. Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a indiqué que le médiateur du

conflit au Karabakh, composé de la France, de la Russie et des Etats-Unis, préparait une nouvelle déclaration et des "mesures concrètes pouvant être prises pour empêcher le sang de couler".

"DES CHIENS !"

Dimanche soir, il s'était inquiété de "la hausse du nombre de victimes civiles". Les séparatistes, soutenus politiquement et militairement par l'Arménie, et les Azerbaïdjanais, n'ont donné aucun signe de vouloir travailler à une trêve. Le Comité international de la Croix-Rouge a, lui, condamné "les bombardements aveugles" qui ont détruit ou touché des centaines de maisons et d'infrastructures clés comme des hôpitaux et des écoles. A Goris, dernière ville d'Arménie avant le Karabakh, des distributions de vivres s'organisent pour les déplacés. Siroun Kotcharian, une retraitée de 65 ans déplacée par le conflit, raconte avoir dû fuir les combats dès le premier jour lorsqu'une "bombe est tombée sur la maison voisine". Le Nagorny Karabakh, majoritairement peuplé d'Arméniens, a fait sécession de l'Azerbaïdjan à la chute de l'URSS, entraînant au début des années 1990 une guerre qui a fait 30 000 morts. Le front y est quasiment gelé depuis un cessez-le-feu signé en 1994, malgré des heurts réguliers. Les hostilités actuelles représentent une crise parmi les plus graves, sinon la plus grave, depuis 1994. Le président azerbaïdjanais, Ilham Aliiev, dans un discours télévisé, a assuré dimanche que l'offensive continuerait jusqu'au retrait arménien du Karabakh, réclamant en outre "des excuses" au Premier ministre arménien, Nikol Pachinian.

"On les chasse comme des chiens !", a-t-il encore lancé au sujet de ses adversaires.

"VICTOIRES IMAGINAIRES"

Bakou revendique nombre de succès sur le terrain, notamment la prise de villes et villages, ce que la partie arménienne dément. Hier, l'armée azerbaïdjanaïse a, pour la première fois, diffusé des images de Talich, localité qui aurait été azerbaïdjanaïse vendredi, où l'on peut voir des soldats azerbaïdjanaïses patrouiller dans des rues désertées brandissant le drapeau du pays. Le ministère arménien de la Défense avait estimé clamer des "victoires imaginaires" et répand des rumeurs sur des bombardements arméniens dans des zones habitées azerbaïdjanaïses. Le bilan des zones habitées azerbaïdjanaïses est, en revanche, toujours très partiel, Bakou s'établissant sur ses pertes militaires - 18 tués à 266, dont 221 soldats du Kara Azerbaïdjan du territoire séparatiste et 25 avoir tués. Mais chaque partie affirme 2000 à 3000 soldats ennemis. Une escalade du conflit pourrait avoir des conséquences imprévisibles, plusieurs puissances étant en concurrence dans le Caucase : la Russie, le traditionnel arbitre régional, la Turquie, alliée à l'Azerbaïdjan, ou encore l'Iran. Les Turcs sont déjà accusés d'aggraver le conflit en encourageant Bakou à l'offensive militaire et sont soupçonnés d'avoir déployé des mercenaires syriens pro-turcs au Karabakh. Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a exhorté hier Ankara, membre de l'Alliance, à "user de son influence pour calmer les tensions".

AFP

MALI

Plus de 100 jihadistes libérés en vue d'un éventuel échange

Plus d'une centaine de jihadistes, condamnés ou présumés, ont été libérés au Mali au cours du week-end dans le cadre de négociations pour la libération d'une personnalité malienne et d'une humanitaire française supposés être aux mains des islamistes, a-t-on appris hier de sources proches des tractions. Des libérations d'une telle ampleur sont très rares au Mali. Sophie Pétronin et Soumaïla Cissé, les deux otages dont la libération est dans la balance, selon ces sources, sont la dernière otage française détenue à travers le monde pour l'une et une figure politique d'envergure nationale au Mali pour l'autre. "Dans le cadre de négociations pour obtenir la libération de Soumaïla Cissé et de Sophie Pétronin, plus d'une centaine de prisonniers jihadistes ont été libérés ce week-end sur le territoire malien", a déclaré à l'AFP un responsable de la médiation, sous le couvert de l'anonymat en raison de la sensibilité de l'affaire. Un responsable des services de sécurité maliens a confirmé ces informations. Les prisonniers ont été relâchés dans le secteur de Niono (centre) et dans la région de Tessalit (nord) vers où ils ont été acheminés par avion, a-t-il précisé.

Un élu de Tessalit a confirmé l'annonce de l'arrivée dimanche par avion de "très nombreux prisonniers jihadistes" et leur libération. Sophie Pétronin, 75 ans aujourd'hui, a été enlevée le 24 décembre 2016 par des hommes armés à Gao (nord du Mali), où elle vivait et dirigeait depuis des années une organisation d'aide à l'enfance. Elle est apparue dans des vidéos diffusées en 2017 et 2018 par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), lié à Al-Qaïda. La dernière où on la voit, publiée mi-juin 2018, la montre très fatiguée, le visage émacié, en appelant au président français Emmanuel Macron. Ses proches avaient indiqué en mars, après une rencontre avec les autorités françaises, que Paris disposait d'une preuve qu'elle était toujours en vie. Son fils, Sébastien Chadaud, est resté très prudent devant le peu d'éléments disponibles. "On doit faire attention et rester très prudent car, si véritablement il y avait des tentatives, il faut être prudent pour ne pas les gêner", a-t-il dit. "Il est trop tôt pour se réjouir, on a déjà vécu des moments comme ça depuis quatre ans", a-t-il insisté auprès de l'AFP. Soumaïla Cissé, 70 ans, ancien chef de l'opposition parlementaire et deuxième à trois reprises de l'élection présidentielle, a été kidnappé quant à lui le 25 mars alors qu'il était en campagne législative dans la région de Tombouctou (nord-ouest). A défaut de preuve formelle, les soupçons pèsent sur le groupe jihadiste d'Amadou Koufa, actif dans le centre du Mali et affilié à Al-Qaïda.

DIALOGUER OU NON

Il s'agissait d'un enlèvement sans précédent d'une personnalité de cette stature, même dans un pays où de nombreux raptos ont été perpétrés avec différentes motivations. Son sort a constitué un des cris de ralliement de la contestation de plusieurs mois contre l'ancien président Ibrahim Boubacar Keïta. Ce dernier a fini par être renversé par un putsch le 18 août. L'ancien Président avait longtemps refusé officiellement le dialogue avec les jihadistes avant de se dire prêt à briser ce dogme en février. Des contacts ont toutefois existé auparavant, inavoués, pour la libération d'otages ou la négociation de cessez-le-feu. Les militaires, qui l'ont déposé, n'ont pas fermé la porte aux discussions. Ils énoncent la libération de Soumaïla Cissé comme l'un des objectifs dans la transition qui est censée prélever au retour des civils à la tête du pays sous 18 mois. Aucun détail n'a été communiqué sur les prisonniers libérés au cours du week-end. Tessalit, où nombre d'entre eux ont été relâchés, est un champ d'implantation du GSIM.

R.I

AFGHANISTAN

Huit morts dans une attaque visant un gouverneur

Huit personnes sont mortes dans une attaque-suicide visant le gouverneur d'une province afghane, hier, ont déclaré des responsables. "Un kamikaze a percuté avec son véhicule rempli d'explosifs le convoi de Rahmatullah Yarmal, le gou-

verneur de la province de Laghman dans l'Est. Quatre de ses gardes du corps et quatre civils ont été tués, et 28 blessés", a déclaré aux médias son porte-parole Assadullah Daulatai. Si le gouverneur s'en est sorti sain et sauf, la plupart des blessés sont des civils, a pré-

cisé M. Daulatai. Tareq Ariyan, porte-parole du ministère de l'Intérieur, a confirmé ce bilan. L'attaque intervient alors que M. Ghani est parti hier pour le Qatar afin d'y rencontrer des responsables locaux, trois semaines après l'ouverture à Doha de pourparlers de paix

"historiques" entre Kaboul et les talibans. Les négociations de paix, qui ont débuté le 12 septembre, visent à mettre fin à un conflit déjà vieux de 19 ans, mais ont été ralenties par des désaccords, notamment sur le code de conduite qui encadrera ces discussions.

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de la Communication

**Prix du Président de la République,
du Journaliste Professionnel
Sixième édition, 2020**

«La numérisation..une passerelle vers l'Algérie nouvelle »

Le Ministère de la Communication annonce le lancement du «**Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel**», dans sa sixième édition, comptant pour l'année 2020, qui sera décerné à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la Presse le 22 octobre 2020.

Ce prix a été institué par décret présidentiel N° 15-133 du 02 Chaabane 1436 correspondant au 21 mai 2015, en signe de reconnaissance au valeureux parcours des journalistes Algériens durant la guerre de libération nationale et d'appui aux efforts des professionnels de la presse nationale qui contribuent à la promotion du droit du citoyen à une information objective et crédible à travers la presse écrite, audiovisuelle et électronique.

Objectifs:

- Encourager et promouvoir la production journalistique nationale sous toutes ses formes
- Stimuler l'excellence, la création et la professionnalisation au sein de la presse nationale en instaurant la culture du mérite.
- Récompenser les meilleures œuvres individuelles ou collectives ayant trait à la thématique retenue.

Catégories du prix :

- **L'information écrite** : article de fond, critique, éditorial, reportage ou enquête.
- **L'information télévisuelle** : reportages, enquêtes d'investigation, documentaires, bandes d'actualités filmées.
- **L'information radiophonique** : émission d'information, reportages, et enquêtes.
- **La presse électronique** : meilleure œuvre d'information diffusée sur le net.
- **L'illustration** : photographies, dessins et caricatures de presse publiés par un organe de presse nationale.

Conditions de participation :

- Etre de nationalité Algérienne ;
- Etre titulaire de la carte nationale de journaliste professionnel ;
- Ne pas être membre du jury ;
- Le candidat peut présenter sa candidature à titre individuel ou collectif.
- Le candidat n'est autorisé à participer que dans une seule catégorie et par une seule œuvre, à l'exception du prix d'illustration dont le nombre peut atteindre dix (10) exemplaires de photographies, dessins ou caricatures de presse.
- Les œuvres présentées doivent faire l'objet de diffusion ou de publication par un organe de presse national durant la période 2019 - 2020.

Thème du concours: «La numérisation..une passerelle vers l'Algérie nouvelle »

Modalités d'attribution du prix :

Le jury procédera à la sélection des trois lauréats dans chacune des 05 catégories. Le prix sera décerné à la meilleure œuvre des trois lauréats. En plus du certificat de mérite, les lauréats des quatre premières catégories bénéficieront d'une récompense financière dont le montant est fixé comme suit :

- Un million de dinars (1.000.000DA) pour le 1^{er} lauréat
- Cinq cent mille dinars (500.000DA) pour le 2^e lauréat
- Trois cent mille dinars (300.000DA) pour le 3^e lauréat

Pour la cinquième catégorie, l'auteur de la meilleure illustration bénéficiera d'une récompense financière de l'ordre de cent mille dinars (100.000 DA).

Dossier de candidature :

Les dossiers de candidatures doivent contenir les documents et pièces qui suivent :

a) Pièces administratives :

- Copie de la carte nationale du journaliste professionnel.
- Attestation de travail datée de moins de trois mois.

b) Œuvre objet de participation :

- L'œuvre faisant objet de participation doit être remise dans les conditions et les normes techniques requises.

c) Formulaire de candidature portant ce qui suit :

- Données personnelles sur le candidat ;
- Données relatives à l'œuvre objet de participation ;
- Justificatif de diffusion ou de publication de l'œuvre, signé conjointement par le candidat et la direction du media employeur.

Dépôt des dossiers :

Les dossiers de participation seront adressés au président du jury du Prix du Président de la République du journaliste professionnel, Ministère de la Communication, avenue des 3 frères Bouaddou, Bir Mourad Rais, Alger.

- Par voie postale, le cachet de la poste faisant foi,
- Par dépôt au bureau d'ordre général (B.O.G) du Ministère de la communication

La date limite du dépôt des dossiers est fixée au **18 octobre 2020**.

Formulaire de candidature :

Voir le lien de téléchargement sur le site web du Ministère de la communication:

<http://www.ministerecommunication.gov.dz/fr>